

ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Cette analyse contient des déclarations prospectives selon la U.S. Private Securities Litigation Reform Act de 1995, et il est de notre intention que de telles déclarations prospectives soient sujettes aux règles d'exonération prévues par cette loi. Les déclarations prospectives sont des déclarations ne renfermant aucun renseignement historique et n'étant aucunement liées à la situation actuelle. Des mots comme « peut », « s'attend à », « croit », « planifie », « prévoit », « a l'intention de », « pourrait », « estime », « continue », des expressions similaires ou leurs négatives identifient des déclarations prospectives. De plus, toute déclaration concernant nos attentes, nos prévisions ou toute autre description ayant trait aux événements ou aux circonstances à venir est considérée comme étant une déclaration prospective. Les déclarations prospectives ne sont pas des garanties de notre rendement futur et comportent des risques et des incertitudes. Les résultats réels peuvent différer de façon appréciable de ceux des déclarations prospectives en raison de plusieurs facteurs, dont notamment l'incertitude macroéconomique ainsi que les dépenses en capital et l'ampleur des déploiements de réseaux dans les secteurs des télécommunications (dont l'adaptation rapide de nos structures de coûts aux conditions économiques anticipées et la gestion de nos niveaux de stocks en fonction de la demande du marché), les conditions économiques, concurrentielles, financières et de marché futures, la consolidation de l'industrie mondiale des tests et de l'assurance de services de télécommunications et la compétition accrue dans le marché, la difficulté de prévoir le volume et le calendrier des commandes des clients, les taux de change instables, la concentration des ventes, le lancement en temps opportun de nos produits et l'accueil du marché quant à nos nouveaux produits et à d'autres produits futurs, notre capacité à développer avec succès nos activités internationales, notre capacité à intégrer avec succès les entreprises que nous acquérons ainsi que notre capacité à maintenir un personnel technique et de gestion qualifié. Les hypothèses, d'après ce qui précède, impliquent des jugements et des risques qui sont difficiles ou impossibles à prévoir et dont plusieurs sont hors de notre contrôle. D'autres facteurs de risque qui peuvent influencer notre rendement futur et nos opérations sont détaillés dans notre rapport annuel selon le Formulaire 20-F et dans nos autres dépôts auprès de la U.S. Securities and Exchange Commission et des commissions canadiennes des valeurs mobilières. Nous jugeons que les attentes mentionnées dans ces déclarations prospectives sont raisonnables, compte tenu de l'information actuellement disponible, mais nous ne pouvons pas vous assurer qu'elles s'avéreront exactes. Par conséquent, vous ne devriez pas faire preuve d'une confiance totale en ces déclarations prospectives. Ces déclarations sont valables seulement en date du présent document. À moins que ce ne soit requis par la loi ou la réglementation, nous ne nous engageons pas à réviser ou à mettre à jour ces déclarations afin qu'elles reflètent les événements ou circonstances survenant après la date de ce document.

La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation est datée du 1^{er} novembre 2013.

Tous les montants inscrits sont en dollars US, à moins d'avis contraire.

SURVOL DE L'ENTREPRISE

Nous sommes un important fournisseur de solutions de test et d'assurance de services de pointe destinées aux opérateurs et aux fabricants d'équipement de réseaux de l'industrie mondiale des télécommunications. Nous offrons des solutions qui permettent à nos clients d'augmenter la capacité de leurs réseaux et d'optimiser la fiabilité de leurs réseaux filaires et sans fil IP (protocole Internet), de l'architecture longue distance jusqu'à l'accès. Ainsi, nous concentrons nos efforts sur des créneaux de marché à fort potentiel de croissance liés à l'augmentation de la bande passante et à l'amélioration de la qualité de l'expérience sur les infrastructures de réseaux : les réseaux 4G/LTE (*long-term evolution*, ou évolution à long terme), de liaison mobile, les petites cellules et les systèmes d'antennes distribuées (DAS), la transition des réseaux vers la transmission à 100G, ainsi que les déploiements de fibre jusqu'au domicile (*fiber-to-the-home*, ou FTTH), jusqu'au trottoir (*fiber-to-the-curb*, ou FTTC) et jusqu'au nœud (*fiber-to-the-node*, ou FTTN).

Notre succès est grandement attribuable à notre expertise fondamentale, qui consiste à développer des appareils de test pour les réseaux filaires. Ces solutions sont disponibles sous la forme d'appareils de test portatifs, de plateformes portatives modulaires et de plateformes modulaires montées sur châssis. Basées sur l'architecture PC, nos plateformes ouvertes, combinées aux applications logicielles « de type nuage » peuvent être transformées en un environnement de test entièrement connecté appelé l'écosystème FTB. Tirant profit de la connectivité de la plateforme, les clients peuvent localiser tous leurs appareils de test, gérer les mises à jour logicielles et planifier les procédures d'étalonnage. Toutes les données de test recueillies par l'écosystème FTB peuvent être sauvegardées dans une base de données centralisée et servir de point de référence pour les mesures ultérieures. En conséquence, cet environnement de test amélioré permet aux clients d'accroître la productivité et de réduire leurs coûts d'exploitation.

Au fil des ans, nous avons élargi notre éventail de produits pour ajouter l'assurance de services des réseaux IP de pointe et des instruments de test destinés aux réseaux sans fil 2G, 3G et 4G/LTE. Notre solution d'assurance de services, appelée le système Brix, combine des appareils, des logiciels et des sondes qui procurent une visibilité bout-en-bout de la qualité de service et de la qualité d'expérience, et qui permettent la surveillance en temps réel des services IP et la vérification des réseaux IP de nouvelle génération. Conçu selon une architecture distribuée, le système Brix permet le bon déploiement et l'exploitation rentable des applications et services IP de voix, de vidéo et de données.

Notre éventail d'appareils de test 2G, 3G et 4G/LTE consiste principalement en des simulateurs de réseaux et des analyseurs de protocoles. Nos simulateurs de réseaux simulent, dans un environnement de laboratoire, le trafic réel et à grande échelle transporté par les réseaux, ainsi que le comportement des utilisateurs, afin de prédire la façon dont les réseaux réagiront, de découvrir les défauts et d'optimiser les réseaux sans fil avant qu'ils ne soient déployés avec tous leurs services. Nos analyseurs de protocoles analysent les composants des réseaux mobiles afin d'en vérifier le fonctionnement compte tenu des spécifications de la technologie du sans-fil, pour voir si ces composants interagissent de façon efficace lorsqu'ils sont combinés en réseau, et si le réseau activé fonctionne bien.

Les avantages concurrentiels de nos produits comprennent un haut niveau d'innovation, la modularité (notamment pour les produits destinés aux réseaux filaires) et la facilité d'utilisation. En définitive, nos produits permettent aux opérateurs et aux fabricants d'équipement de réseaux de concevoir, de déployer, de dépanner et de surveiller les réseaux filaires et sans fil et, ce faisant, de les aider à réduire le coût d'exploitation de leurs réseaux.

Nous avons approximativement 1600 employés répartis dans 25 pays et desservant plus de 2000 clients télécoms dans près de 100 pays à travers le monde. Nous exploitons trois usines de fabrication qui sont situées à Québec, au Canada, à Shenzhen, en Chine et à Oulu, en Finlande. Nous avons également cinq principaux centres d'expertise en recherche et en développement qui sont situés à Boston, Toronto, Montréal, Québec et Oulu, et qui sont supportés par un centre de conception de logiciels situé en Inde.

Nous avons lancé 15 nouveaux produits au cours de l'exercice 2013, dont deux au quatrième trimestre. Parmi les nouveautés clés lancées en 2013, on note entre autres le TravelHawk Pro, un outil conçu pour le dépannage de réseaux 4G/LTE qui a été sélectionné par trois des cinq plus grands opérateurs LTE au monde, le Power Blazer FTB-88100NGE, le premier instrument de test multiservice portatif pour les taux de transmission de 100M à 100G, ainsi que la sonde d'assurance de services BV-100, qui permet aux opérateurs de réseaux de valider les contrats de qualité de service et la qualité de l'expérience des utilisateurs chez le client et aux tours cellulaires.

Nous avons rapporté des ventes de 242,2 millions \$ au cours de l'exercice 2013, ce qui représente une baisse de 3,1 % par rapport aux 250,0 millions \$ de 2012.

Au cours de l'exercice 2013, nous avons généré un bénéfice net de 1,3 million \$, ou 0,02 \$ l'action diluée, comparativement à une perte nette de 3,6 millions \$, ou 0,06 \$ l'action, en 2012. Au cours de l'exercice 2013, le bénéfice net incluait un montant de 6,4 millions \$ en amortissement après impôts sur les bénéfices des actifs incorporels, un montant de 1,8 million \$ en charges de rémunération à base d'actions, un montant de 0,1 million \$

en frais de restructuration après impôts sur les bénéfices et un gain de change de 4,1 millions \$. Au cours de l'exercice 2012, la perte nette incluait un montant de 7,8 millions \$ en amortissement après impôts sur les bénéfices des actifs incorporels, un montant de 1,9 million \$ en charges de rémunération à base d'actions, un montant de 1,9 million \$ en frais de restructuration après impôts sur les bénéfices, un gain de 0,3 million \$ pour la variation de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle en espèces et une perte de change de 0,7 million \$.

Le BAIIA ajusté (bénéfice net (perte nette) avant intérêts, impôts sur les bénéfices, amortissement, frais de restructuration, variation de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle en espèces, charges de rémunération à base d'actions et gain ou perte de change) était de 17,3 millions \$, ou 7,2 % des ventes, au cours de l'exercice 2013, comparativement à 18,4 millions \$, ou 7,3 % des ventes en 2012. Voir plus loin dans le présent document pour un rapprochement complet du BAIIA ajusté et du bénéfice net (perte nette) selon les IFRS.

Le 7 novembre 2012, nous avons annoncé que notre conseil d'administration avait autorisé le renouvellement de notre programme de rachat d'actions dans le cours normal des activités sur le marché secondaire, et ce, jusqu'à concurrence de 10 % des actions à droit de vote subalterne émises et en circulation, soit 2 072 721 actions à droit de vote subalterne, au prix en vigueur sur le marché. La période du programme de rachat d'actions dans le cours normal des activités a débuté le 12 novembre 2012 et se terminera le 11 novembre 2013.

Ventes

Nous vendons nos produits à une clientèle diversifiée située dans environ 100 pays, grâce à notre réseau direct de vente et à des partenaires de vente tels que des représentants et des distributeurs. La plupart de nos ventes sont libellées en dollars US et en euros.

Au cours des exercices 2011, 2012 et 2013, aucun client n'a constitué plus de 10 % de nos ventes et notre client le plus important représentait respectivement 7,2 %, 4,4 % et 6,1 % de nos ventes.

Nous croyons que nous avons un vaste éventail de produits, une clientèle diversifiée, ainsi qu'une bonne répartition géographique de nos ventes, ce qui nous confère une protection raisonnable quant à la concentration des ventes et au risque de crédit.

Coût des ventes

Le coût des ventes comprend le coût des matières premières, les salaires et les dépenses afférentes à la main-d'œuvre de production directe et indirecte, ainsi que les frais généraux de fabrication. Les charges liées aux stocks excédentaires et désuets ainsi qu'aux rebuts sont également incluses dans le coût des ventes. Cependant, le coût des ventes n'inclut pas l'amortissement, lequel est présenté à titre d'élément distinct dans les états des résultats.

Charges d'exploitation

Nous classons nos charges d'exploitation en trois catégories principales : les frais de vente et d'administration, les frais de recherche et de développement, et les dépenses d'amortissement.

Les frais de vente et d'administration se composent essentiellement de salaires et des dépenses afférentes, de commissions de vente, de frais de déplacement, de coûts des programmes de mise en marché, de services professionnels, de frais relatifs aux systèmes d'information et aux ressources humaines, ainsi que d'autres charges du siège social.

Les frais de recherche et de développement bruts se composent essentiellement des salaires et des dépenses afférentes des ingénieurs et des autres membres du personnel technique, du coût du matériel ainsi que des honoraires versés aux experts-conseils. Nous sommes admissibles à des crédits d'impôt à la recherche et au développement et à des subventions pour les activités de recherche et de développement effectuées au Canada et en Finlande. Les crédits d'impôt à la recherche et au développement et les subventions sont comptabilisés en diminution des frais de recherche et de développement bruts.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

(en milliers de dollars US, sauf les données par action et en pourcentage des ventes pour les exercices indiqués)

Données tirées des états des résultats consolidés :						
	2013	2012	2011	2013	2012	2011
Ventes	242 150 \$	249 966 \$	269 743 \$	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Coût des ventes ¹	92 469	91 792	100 296	38,2	36,7	37,2
Frais de vente et d'administration	88 756	94 139	87 062	36,6	37,7	32,3
Frais de recherche et de développement nets	45 444	49 854	47 927	18,8	19,9	17,7
Amortissement des immobilisations corporelles	6 028	6 169	6 655	2,5	2,5	2,5
Amortissement des actifs incorporels	6 643	7 819	9 183	2,7	3,1	3,4
Variation de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle en espèces	–	(311)	(2 685)	–	(0,1)	(1,0)
Intérêts et autres revenus	(113)	(131)	(511)	–	(0,1)	(0,2)
(Gain) perte de change	(4 082)	657	3 808	(1,7)	0,3	1,4
Bénéfice (perte) avant les impôts sur les bénéfices	7 005	(22)	18 008	2,9	–	6,7
Impôts sur les bénéfices	5 664	3 571	8 814	2,3	1,4	3,3
Bénéfice net (perte nette) provenant des activités poursuivies	1 341	(3 593)	9 194	0,6 %	(1,4) %	3,4 %
Bénéfice net provenant des activités abandonnées	–	–	12 926			
Bénéfice net (perte nette) pour l'exercice	1 341 \$	(3 593) \$	22 120 \$			
Bénéfice net (perte nette) provenant des activités poursuivies de base et dilué(e) par action	0,02 \$	(0,06) \$	0,15 \$			
Bénéfice net (perte nette) de base par action	0,02 \$	(0,06) \$	0,37 \$			
Bénéfice net (perte nette) dilué(e) par action	0,02 \$	(0,06) \$	0,36 \$			
Autres informations :						
Bénéfice brut ²	149 681 \$	158 174 \$	169 447 \$	61,8 %	63,3 %	62,8 %
Données relatives à la recherche et au développement :						
Frais de recherche et de développement bruts	54 334 \$	59 282 \$	57 226 \$	22,4 %	23,7 %	21,2 %
Frais de recherche et de développement nets	45 444 \$	49 854 \$	47 927 \$	18,8 %	19,9 %	17,7 %
Frais de restructuration inclus dans le (les) :						
Coût des ventes	– \$	264 \$	– \$	– %	0,1 %	– %
Frais de vente et d'administration	– \$	1 181 \$	– \$	– %	0,5 %	– %
Frais de recherche et de développement nets	89 \$	884 \$	– \$	– %	0,4 %	– %
BAIIA ajusté ²	17 338 \$	18 372 \$	36 581 \$	7,2 %	7,3 %	13,5 %
Données tirées des bilans consolidés :						
Actifs totaux	281 538 \$	306 683 \$	322 355 \$			

1) Le coût des ventes n'inclut pas l'amortissement, lequel est présenté séparément.

2) Se référer à la page 24 pour les mesures non conformes aux IFRS.

RÉSULTATS PROVENANT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES (antérieurement la Division télécom)

Ventes et commandes

Comparaison entre l'exercice 2013 et l'exercice 2012

Au cours de l'exercice 2013, nos ventes ont atteint 242,2 millions \$, soit une baisse de 3,1 % comparativement aux 250,0 millions \$ en 2012, et nos commandes ont atteint 233,5 millions \$, soit une baisse de 4,6 % comparativement aux 244,8 millions \$ en 2012, pour un rapport commandes-facturation de 0,96 en 2013.

Les conditions du marché de l'industrie des télécommunications demeurent fragiles en raison d'un environnement macroéconomique incertain, caractérisé par des marchés difficiles dans plusieurs pays européens et des dépenses inégales des opérateurs de réseaux dans la région Asie-Pacifique, alors que les investissements en Amérique ont été plus soutenus. De plus, les opérateurs de réseaux cherchent à rentabiliser leurs investissements dans les réseaux fixes et mobiles de nouvelle génération, compte tenu du fait que les services de données génèrent une croissance de revenus inférieure à ce qu'ils requièrent en matière d'investissement. Par conséquent, les opérateurs de réseaux réévaluent leurs modèles opérationnels et leurs niveaux de dépenses dans le but d'accroître leur rentabilité.

De plus, au cours de l'exercice 2013, nous avons subi une concurrence et une pression sur les prix accrues, ce qui a réduit nos ventes et nos commandes par rapport à 2012.

Également, au cours de l'exercice 2013, les dépenses budgétaires de fin d'année civile de la part des opérateurs de réseaux ont été encore plus limitées que lors de l'exercice précédent, ce qui réduit davantage nos ventes et nos commandes pour cet exercice, comparativement à 2012. L'ampleur des dépenses budgétaires de fin d'année civile peut varier d'un exercice à l'autre.

Enfin, au cours de l'exercice 2013, nos ventes incluent des gains de change sur nos contrats de change à terme de 380 000 \$ comparativement à 1,1 million \$ en 2012, ce qui a contribué à diminuer nos ventes de 0,3 % d'un exercice à l'autre.

Cependant, au cours de la deuxième moitié de l'exercice 2013, nous avons constaté une certaine amélioration aux États-Unis, alors que nous avons enregistré une croissance des ventes dans cette région d'un exercice à l'autre, en partie en raison des déploiements de réseaux 4G/LTE et 100G.

De plus, au cours de l'exercice 2013, nous avons expédié d'importantes commandes à deux grands opérateurs de réseaux pour le testeur de cuivre, de DSL et de services multiples MaxTester 635. Nous n'avons pas eu de telle commande au cours de l'exercice 2012.

Comparaison entre l'exercice 2012 et l'exercice 2011

Au cours de l'exercice 2012, nos ventes ont atteint 250,0 millions \$, soit une baisse de 7,3 % comparativement aux 269,7 millions \$ en 2011.

Au cours de l'exercice 2012, les conditions de marché ont été difficiles tel qu'expliqué à la section précédente. De plus, l'impact a été plus important que prévu en Europe, la reprise des dépenses prévue en Amérique ne s'est pas concrétisée, notamment chez les grands opérateurs, et les dépenses ont été au ralenti en Chine. Cela s'est traduit par des ventes moins élevées au cours de l'exercice 2012, comparativement à 2011.

De plus, les opérateurs de réseaux ont cherché des façons de rentabiliser leurs investissements dans les réseaux fixes et mobiles de nouvelle génération, compte tenu du fait que les services de données ont généré une croissance de revenus inférieure à l'investissement requis. Par conséquent, les opérateurs de réseaux ont réévalué leurs modèles opérationnels et leurs niveaux de dépenses dans le but d'accroître leur rentabilité, au moment où ils ont analysé davantage leurs dépenses en capital et ont même retardé certaines décisions d'achat.

Également, au cours de l'exercice 2012, compte tenu des facteurs mentionnés ci-dessus, nous n'avons pas bénéficié du même niveau de dépenses budgétaires de fin d'année civile de la part de certains de nos clients qu'au cours de 2011.

Aussi, au cours de l'exercice 2011, nous avons reçu une importante commande additionnelle de plus de 6 millions \$ de la part d'un grand opérateur de réseaux européen pour le testeur de services triples AXS-200/635. Nous n'avons pas eu de telle commande au cours de l'exercice 2012.

Par ailleurs, au cours de l'exercice 2012, la hausse de la valeur moyenne du dollar US comparativement à l'euro a eu un effet négatif sur nos ventes d'environ 2 millions \$ par rapport à 2011, puisque nous rapportons nos résultats en dollars US ; ceci a représenté une baisse de 0,7 % de nos ventes d'un exercice à l'autre.

Enfin, au cours de l'exercice 2012, nos ventes incluaient des gains de change sur nos contrats de change à terme de 1,1 million \$ comparativement à 2,8 millions \$ en 2011, ce qui a contribué à diminuer nos ventes de 0,6 % d'un exercice à l'autre.

Répartition géographique

Au de l'exercice 2013, les ventes en Amérique, en Europe, Moyen-Orient et Afrique (EMOA) ainsi qu'en Asie-Pacifique (APAC) ont constitué respectivement 53 %, 28 % et 19 % des ventes, comparativement à 52 %, 29 % et 19 % respectivement en 2012 et 51 %, 32 % et 17 % respectivement en 2011.

BÉNÉFICE BRUT (mesure non conforme aux IFRS, se référer à la page 24 du présent document)

Le bénéfice brut s'est élevé à 61,8 % des ventes au cours de l'exercice 2013, comparativement à 63,3 % en 2012 et 62,8 % en 2011.

Comparaison entre l'exercice 2013 et l'exercice 2012

La baisse de notre bénéfice brut au cours de l'exercice 2013, comparativement à 2012, est due aux facteurs suivants :

Au cours de l'exercice 2013, une composition des produits vendus moins favorable s'est traduite par une baisse de notre bénéfice brut comparativement à 2012. Notamment, au cours de l'exercice 2013, nous avons expédié d'importantes commandes de nos solutions de test sur cuivre; ces solutions ont généralement des marges bénéficiaires inférieures à nos autres solutions de test.

De plus, une pression accrue sur les prix au cours de l'exercice 2013, comparativement à 2012, s'est traduite par une baisse de notre bénéfice brut d'un exercice à l'autre.

Également, au cours de l'exercice 2013, des ventes plus faibles comparativement à la même période de l'exercice précédent (3,1 %) ont causé une absorption plus faible de nos coûts fixes de production, ce qui a entraîné une baisse de notre bénéfice brut d'un exercice à l'autre.

Par ailleurs, au cours de l'exercice 2012, nos dépenses de garantie ont été inférieures par rapport à la même période du présent exercice, ce qui a eu un effet positif sur notre bénéfice brut en 2012.

Aussi, au cours de l'exercice 2013, compte tenu de la baisse de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar US, nous avons enregistré dans nos ventes un gain de change moins élevé sur nos contrats de change à terme par rapport à 2012, ce qui a eu un effet négatif sur notre bénéfice brut d'un exercice à l'autre.

Enfin, la baisse de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar US au cours des derniers mois a eu un impact négatif sur notre bénéfice brut en 2013 comparativement à 2012. En effet, nos coûts d'approvisionnement ont augmenté au fur et à mesure de la baisse de la valeur du dollar canadien comparativement au dollar US, puisqu'une portion importante de nos achats est effectuée en dollars US et puisque nos achats de matières premières en dollars US sont mesurés en dollars canadiens dans nos états financiers.

Cependant, au cours de l'exercice 2013, une portion plus importante de nos ventes venait de produits fabriqués dans nos installations manufacturières en Chine, comparativement à 2012, ce qui a permis de limiter la baisse de notre bénéfice brut d'un exercice à l'autre. Ces produits ont un coût de revient plus faible que ceux qui sont fabriqués dans nos installations canadiennes et finlandaises.

Enfin, au cours de l'exercice 2012, nous avons encouru des frais de restructuration de 264 000 \$ (aucun en 2013) dans le coût des ventes, ce qui a eu un impact négatif sur notre bénéfice brut de cet exercice.

Comparaison entre l'exercice 2012 et l'exercice 2011

La hausse de notre bénéfice brut au cours de l'exercice 2012, comparativement à 2011, est due aux facteurs suivants :

Premièrement, au cours de l'exercice 2012, notre bénéfice brut a bénéficié d'un changement dans la composition des produits vendus. Également, au cours de l'exercice 2011, nous avons reçu d'importantes commandes pour nos solutions de test sur cuivre, qui ont généralement des marges bénéficiaires inférieures à nos autres solutions de test, et nous avons octroyé des escomptes de volume supérieurs sur une portion importante de ces ventes.

De plus, au cours de l'exercice 2012, notre provision pour garantie a diminué comparativement à 2011, ce qui a eu un effet positif sur notre bénéfice brut d'un exercice à l'autre.

Également, au cours de l'exercice 2012, une portion plus importante de nos ventes venait de produits fabriqués dans nos installations manufacturières en Chine, comparativement à 2011, ce qui a eu un effet positif sur notre bénéfice brut d'un exercice à l'autre.

À l'opposé, au cours de l'exercice 2012, un niveau de ventes plus faible comparativement à 2011 (7,3 %) s'est traduit par une absorption plus faible de nos frais fixes de production, ce qui nous a empêchés d'accroître davantage notre bénéfice brut d'un exercice à l'autre.

De plus, lors de l'exercice 2012, nous avons subi une pression accrue sur les prix, ce qui a eu un effet négatif sur notre bénéfice brut d'un exercice à l'autre.

Également, au cours de l'exercice 2012, nous avons encouru des frais de restructuration de 264 000 \$ dans le coût des ventes, ce qui a eu un impact négatif sur notre bénéfice brut d'un exercice à l'autre.

Par ailleurs, au cours de l'exercice 2012, compte tenu de la baisse de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar US, nous avons enregistré dans nos ventes un gain de change moins élevé sur nos contrats de change à terme par rapport à 2011, ce qui a eu un effet négatif sur notre bénéfice brut d'un exercice à l'autre.

Enfin, la baisse de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar US a eu un impact négatif sur notre bénéfice brut en 2012 comparativement à 2011.

Perspectives pour l'exercice 2014

Compte tenu de la croissance prévue des ventes, de la hausse prévue des ventes de nos solutions de test de protocoles et des produits et services à fort contenu de logiciels, de la conception de nos produits axée sur la réduction des coûts, ainsi que du contrôle serré de nos coûts, nous croyons que notre bénéfice brut augmentera à l'avenir. Cependant, notre bénéfice brut peut fluctuer d'un trimestre à l'autre, compte tenu de la composition des produits vendus et du fait que nos ventes peuvent fluctuer. De plus, une pression accrue sur les prix exercée par la concurrence, la concentration et/ou la consolidation de clients, une augmentation des coûts d'obsolescence et de garantie, des changements dans la répartition des clients, une absorption plus faible des coûts fixes de fabrication, une augmentation du nombre de produits offerts par d'autres fournisseurs dans notre industrie, ainsi que des taux de change défavorables peuvent affecter notre bénéfice brut.

FRAIS DE VENTE ET D'ADMINISTRATION

Les frais de vente et d'administration se sont élevés à 88,8 millions \$, 94,1 millions \$ et 87,1 millions \$ au cours des exercices 2013, 2012 et 2011 respectivement. En pourcentage des ventes, les frais de vente et d'administration étaient de 36,6 %, 37,7 % et 32,3 % pour les exercices 2013, 2012 et 2011 respectivement.

Comparaison entre l'exercice 2013 et l'exercice 2012

Au cours de l'exercice 2013, nos frais de vente et d'administration, notamment nos salaires et bénéfices marginaux ainsi que nos frais de déplacement, ont diminué d'un exercice à l'autre, en raison du contrôle serré de nos coûts et des effets de notre plan de restructuration mis sur pied en 2012.

De plus, au cours de l'exercice 2012, nous avons enregistré des frais de restructuration de 1,2 million \$, ou 0,5 % des ventes (zéro en 2013), dans nos frais de vente et d'administration, à la suite des mises à pied effectuées dans le cadre de notre plan de restructuration de 2012.

Enfin, au cours de l'exercice 2013, les commissions versées à nos différents canaux de ventes ont été inférieures comparativement à 2012, en raison d'un niveau de ventes plus faible d'un exercice à l'autre.

Comparaison entre l'exercice 2012 et l'exercice 2011

Au cours de l'exercice 2012, nous avons intensifié nos efforts de vente et de mise en marché, incluant l'ajout de personnel, tant à l'échelle nationale qu'internationale, nous avons encouru des dépenses de mauvaises créances comparativement à un recouvrement de mauvaises créances en 2011; de plus, malgré la baisse des ventes d'un exercice à l'autre (7,3 %), les commissions versées à nos différents canaux de ventes ont été comparables à 2011, compte tenu des changements dans la répartition des produits vendus et des territoires, ce qui a entraîné une hausse de nos dépenses en pourcentage des ventes d'un exercice à l'autre.

Également, au cours de l'exercice 2012, nous avons enregistré des frais de restructuration de 1,2 million \$, ou 0,5 % des ventes, dans nos frais de vente et d'administration, à la suite des mises à pied effectuées dans le cadre de notre plan de restructuration de 2012.

Cependant, au cours de l'exercice 2012, la hausse de la valeur moyenne du dollar US par rapport au dollar canadien et à l'euro d'un exercice à l'autre a eu un effet positif sur nos frais de vente et d'administration, puisqu'une portion importante de ces frais est libellée en dollars canadiens et en euros et que nous rapportons nos résultats en dollars US

Perspectives pour l'exercice 2014

Pour l'exercice 2014, nous prévoyons que nos frais de vente et d'administration devraient diminuer en pourcentage des ventes et se situer entre 33 % et 35 %. Cependant, toute hausse de la valeur du dollar canadien et de l'euro par rapport au dollar US au cours des prochains trimestres contribuera à accroître nos frais de vente et d'administration, puisqu'une portion importante de ces frais est libellée dans ces devises alors que nous publions nos résultats en dollars US.

FRAIS DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT

Frais de recherche et de développement bruts

Les frais de recherche et de développement bruts ont totalisé 54,3 millions \$, 59,3 millions \$ et 57,2 millions \$ pour les exercices 2013, 2012 et 2011 respectivement. En pourcentage des ventes, les frais de recherche et de développement bruts ont respectivement représenté 22,4 %, 23,7 % et 21,2 % des ventes pour les exercices 2013, 2012 et 2011, alors que les frais de recherche et de développement nets ont représenté 18,8 %, 19,9 % et 17,7 % des ventes pour ces exercices respectifs.

Comparaison entre l'exercice 2013 et l'exercice 2012

Au cours de l'exercice 2013, nos frais de recherche et de développement bruts, notamment nos salaires et bénéfices marginaux, ont diminué d'un exercice à l'autre, en raison du contrôle serré de nos coûts et des effets de notre plan de restructuration mis sur pied en 2012.

De plus, au cours de l'exercice 2012, nous avons enregistré des frais de restructuration de 884 000 \$, ou 0,4 % des ventes, dans nos frais de recherche et de développement bruts, à la suite des mises à pied effectuées dans le cadre de notre plan de restructuration de 2012, comparativement à 89 000 \$ en 2013.

Également, au cours de l'exercice 2013, un changement de la composition et du calendrier de nos projets de recherche et de développement s'est traduit par une baisse de nos frais de recherche et de développement bruts, notamment les frais de consultation, de sous-traitants et de matériaux, comparativement à 2012.

Enfin, au cours de l'exercice 2013, la hausse de la valeur moyenne du dollar US comparativement à la roupie indienne, d'un exercice à l'autre a eu un effet positif sur nos frais de recherche et de développement bruts, puisqu'une portion de ces frais est libellée en roupies indiennes alors que nous publions nos résultats en dollars US.

Comparaison entre l'exercice 2012 et l'exercice 2011

Au cours de l'exercice 2012, nous avons accru nos activités de recherche et de développement, incluant l'ajout de personnel, ce qui a entraîné une hausse de nos frais de recherche et de développement bruts comparativement à 2011. De plus, au cours de l'exercice 2012, la composition et le calendrier de nos projets de recherche et de développement se sont traduits par une hausse de nos frais de recherche et de développement bruts comparativement à 2011.

Également, au cours de l'exercice 2012, nous avons enregistré des frais de restructuration de 884 000 \$, ou 0,4 % des ventes, dans nos frais de recherche et de développement bruts, à la suite des mises à pied effectuées dans le cadre de notre plan de restructuration de 2012.

Cependant, la hausse de la valeur moyenne du dollar US par rapport au dollar canadien, à l'euro et la roupie indienne au cours de l'exercice 2012 comparativement à 2011, a eu un effet positif sur nos frais de recherche et de développement bruts, puisque la majeure partie de ces frais est libellée dans ces devises et que nous rapportons nos résultats en dollars US.

Crédits d'impôt et subventions

Nous avons droit à des crédits d'impôt de la part du gouvernement fédéral canadien et des gouvernements provinciaux pour nos activités de recherche et de développement admissibles effectuées au Canada. Nous sommes également admissibles à des subventions octroyées par un organisme finlandais dans le domaine des technologies pour certains projets de recherche et de développement effectués en Finlande.

Les crédits d'impôt et les subventions pour les activités de recherche et de développement étaient de 8,9 millions \$, 9,4 millions \$ et 9,3 millions \$ pour les exercices 2013, 2012 et 2011 respectivement. En pourcentage des frais de recherche et de développement bruts, les crédits d'impôt étaient de 16,4 %, 15,9 % et 16,2 % au cours des exercices 2013, 2012 et 2011.

Comparaison entre l'exercice 2013 et l'exercice 2012

La baisse de nos crédits d'impôt et subvention au cours de l'exercice 2013 comparativement à 2012 provient de la baisse de nos frais de recherche et de développement bruts d'un exercice à l'autre, puisque nous étions admissibles aux mêmes programmes de crédits d'impôt et de subventions d'un exercice à l'autre.

Perspectives pour l'exercice 2014

Au cours de l'exercice 2014, nous prévoyons que nos frais de recherche et de développement devraient légèrement diminuer en pourcentage des ventes et se situer entre 17 % et 19 %. Cependant, toute hausse de la valeur du dollar canadien, de l'euro et de la roupie indienne par rapport au dollar US au cours des prochains trimestres contribuera à accroître nos frais de recherche et de développement nets, puisque la majeure partie de ces frais est libellée dans ces devises alors que nous publions nos résultats en dollars US.

AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Au cours de l'exercice 2013, la dépense d'amortissement des immobilisations corporelles était de 6,0 millions \$, comparativement à 6,2 millions \$ en 2012 et 6,7 millions \$ en 2011.

Comparaison entre l'exercice 2012 et l'exercice 2011

La baisse de notre dépense d'amortissement au cours de l'exercice 2012 comparativement à 2011 est due au fait que certains actifs sont devenus complètement amortis et à la hausse de la valeur moyenne du dollar US par rapport au dollar canadien, à l'euro et à la roupie indienne d'un exercice à l'autre, puisque notre dépense d'amortissement est majoritairement libellée dans ces devises et que nous rapportons nos résultats en dollars US.

AMORTISSEMENT DES ACTIFS INCORPORELS

À la suite des acquisitions complétées lors des derniers exercices, nous avons enregistré des actifs incorporels qui consistent principalement en des technologies acquises, des relations clients et un nom commercial. De plus, les actifs incorporels incluent les logiciels. Ces actifs incorporels ont entraîné une dépense d'amortissement de 6,6 millions \$, 7,8 millions \$ et 9,2 millions \$ pour les exercices 2013, 2012 et 2011 respectivement.

Comparaison entre l'exercice 2013 et l'exercice 2012

La baisse de notre dépense d'amortissement au cours de l'exercice 2013, comparativement à 2012, est due au fait que les technologies acquises liées à l'acquisition de Brix Networks Inc. (acquise en 2008) sont devenues complètement amorties au cours de l'exercice 2013.

Comparaison entre l'exercice 2012 et l'exercice 2011

La baisse de notre dépense d'amortissement au cours de l'exercice 2012, comparativement à 2011, est due au fait que les technologies acquises liées à l'acquisition de Consultronics Limited (acquise en 2006) sont devenues complètement amorties au cours de l'exercice 2011. De plus, la hausse de la valeur moyenne du dollar US par rapport au dollar canadien et dans une certaine mesure à l'euro, d'un exercice à l'autre, a eu un effet positif sur notre dépense d'amortissement, puisqu'elle est majoritairement libellée dans ces devises et que nous rapportons nos résultats en dollars US.

Perspectives pour l'exercice 2014

Nous prévoyons que notre dépense d'amortissement des actifs incorporels diminuera au cours de l'exercice 2014 comparativement à 2013 en raison du fait que les technologies acquises liées à l'acquisition de Brix Networks Inc. sont devenues complètement amorties au cours de l'exercice 2013.

VARIATION DE LA JUSTE VALEUR DE LA CONTREPARTIE CONDITIONNELLE EN ESPÈCES

Au cours de l'exercice 2012, la variation de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle en espèces s'est élevée à 311 000 \$ comparativement à 2,7 millions \$ en 2011.

Dans le cadre de l'acquisition de NetHawk Oyj en 2010, nous avons une contrepartie conditionnelle payable en espèces pouvant atteindre 8,7 millions €, basée sur un volume de vente de certains produits de NetHawk pour une période de trois ans terminée en décembre 2012. Nous avons comptabilisé la juste valeur de la contrepartie conditionnelle payable en espèces à la fin de chaque période en fonction des ventes réelles et des prévisions de ventes au cours de la période couverte par la contrepartie conditionnelle. Les variations de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle payable en espèces étaient portées aux résultats.

Exercice 2012

Au 31 août 2012, la juste valeur de la contrepartie conditionnelle payable en espèces a été estimée à zéro en fonction des ventes réelles et des prévisions de ventes de certains produits de NetHawk sur la période de la contrepartie conditionnelle. La variation de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle au cours de l'exercice 2012, au montant de 311 000 \$ (235 000 €), a été portée aux résultats de cet exercice.

Exercice 2011

Au 31 août 2011, la juste valeur de la contrepartie conditionnelle payable en espèces a été estimée à 338 000 \$ (235 000 €), ce qui a entraîné une variation de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle de 2,7 millions \$ qui a été portée aux résultats de l'exercice 2011.

GAIN (PERTE) DE CHANGE

Les gains et les pertes de change sont attribuables à la conversion d'activités d'exploitation libellées en devises autres que notre monnaie fonctionnelle, qui est le dollar canadien. Une portion importante de nos gains et pertes de change provient de la conversion de nos espèces et de nos soldes d'impôt différé libellés en dollars US et en euros. Nous gérons notre exposition aux risques de change en partie grâce à des contrats de change à terme et à nos activités d'exploitation libellées en dollars US, en euros et en d'autres devises. Cependant, nous demeurons exposés aux risques de change et notamment, toute hausse de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar US aura un impact négatif sur nos résultats d'exploitation.

Le gain de change s'est élevé à 4,1 millions \$ au cours de l'exercice 2013, comparativement à une perte de change de 657 000 \$ en 2012 et de 3,8 millions \$ en 2011.

Exercice 2013

Au cours de l'exercice 2013, la valeur de fin de période du dollar canadien a diminué de façon importante par rapport au dollar US et à l'euro, comparativement à la fin de l'exercice précédent, ce qui a entraîné un gain de change important de 4,1 millions \$ au cours de cet exercice. La valeur de fin de période du dollar canadien a diminué de 6,3 % par rapport au dollar US pour atteindre 1,0530 \$CA = 1,00 \$US en 2013, comparativement à 0,9863 \$CA = 1,00 \$US à la fin de l'exercice précédent, et de 12,0 % par rapport à l'euro pour atteindre 1,3936 \$CA = 1,00 € en 2013, comparativement à 1,2438 \$CA = 1,00 € à la fin de l'exercice précédent. Au cours de l'exercice 2013, la valeur moyenne du dollar canadien par rapport au dollar US était de 1,0107 \$CA = 1,00 \$US.

Exercice 2012

Au cours de l'exercice 2012, la valeur du dollar canadien a été volatile par rapport au dollar US, ce qui s'est traduit par une perte de change de 657 000 \$. La valeur de fin de période du dollar canadien par rapport au dollar US a légèrement diminué de 0,9 % pour atteindre 0,9863 \$CA = 1,00 \$US en 2012, comparativement à 0,9784 \$CA = 1,00 \$US 2011, alors que la valeur moyenne du dollar canadien par rapport au dollar US a été de 1,0094 \$CA = 1,00 \$US en 2012.

Exercice 2011

Au cours de l'exercice 2011, la valeur de fin de période du dollar canadien a augmenté de façon significative par rapport au dollar US, comparativement à la fin de l'exercice précédent, ce qui a entraîné une importante perte de change de 3,8 millions \$ au cours de cet exercice. La valeur de fin de période du dollar canadien par rapport au dollar US a augmenté de 9,0 % pour atteindre 0,9784 \$CA = 1,00 \$US en 2011, comparativement à 1,0665 \$CA = 1,00 \$US en 2010. La valeur moyenne du dollar canadien par rapport au dollar US a été de 0,9894 \$CA = 1,00 \$US en 2011.

Les fluctuations des taux de change ont également un impact sur les différentes rubriques des états des résultats, puisqu'une portion importante de notre coût des ventes et de nos charges d'exploitation est libellée en dollars canadiens, en euros et en roupies indiennes, alors que nous publions nos résultats en dollars US.

Comparaison entre l'exercice 2013 et l'exercice 2012

Au cours de l'exercice 2013, la hausse de la valeur moyenne du dollar US par rapport au dollar canadien et à la roupie indienne, comparativement à 2012, a eu un effet positif sur nos résultats financiers. En fait, au cours de l'exercice 2013, la valeur moyenne du dollar US a augmenté d'un exercice à l'autre de 1,3 % et 7,3 % respectivement par rapport au dollar canadien et à la roupie indienne.

Comparaison entre l'exercice 2012 et l'exercice 2011

Au cours de l'exercice 2012, la hausse de la valeur moyenne du dollar US par rapport au dollar canadien, à l'euro et à la roupie indienne, comparativement à 2011, a eu un effet positif sur nos résultats financiers. En fait, au cours de l'exercice 2012, la valeur moyenne du dollar US s'est accrue de 2,0 %, de 6,2 % et de 12,3 % respectivement par rapport au dollar canadien, à l'euro et à la roupie indienne.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Nous avons comptabilisé une dépense d'impôts sur les bénéfices de 5,7 millions \$, 3,6 millions \$ et 8,8 millions \$ respectivement pour les exercices 2013, 2012 et 2011.

Exercice 2013

Au cours de l'exercice 2013, nous avons enregistré une dépense d'impôts sur les bénéfices de 5,7 millions \$ sur un bénéfice avant impôts sur les bénéfices de 7,0 millions \$. Cette situation provient principalement du fait que nous n'avons pas reconnu d'actifs d'impôt différé pour certaines de nos filiales à perte et que certaines de nos dépenses ne sont pas déductibles aux fins de l'impôt sur les bénéfices, notamment nos charges de rémunération à base d'actions. Cependant, une portion importante de notre gain de change est créée par la conversion des états financiers de nos filiales étrangères; par conséquent, cette portion du gain n'est pas imposable. Autrement, notre taux d'impôt effectif aurait été plus près de notre taux d'imposition statutaire combiné fédéral et provincial canadien de 27 % pour l'exercice 2013.

Exercice 2012

Au cours de l'exercice 2012, nous avons enregistré une dépense d'impôts sur les bénéfices de 3,6 millions \$ sur une perte avant impôts sur les bénéfices de 22 000 \$. Cette situation provient principalement du fait que nous n'avons pas reconnu d'actifs d'impôt différé pour certaines de nos filiales à perte et que certaines de nos dépenses ne sont pas déductibles aux fins de l'impôt sur les bénéfices, notamment nos charges de rémunération à base d'actions. Cependant, au cours de l'exercice 2012, nous avons constaté des actifs d'impôt différé antérieurement non constatés pour l'une de nos filiales, ce qui s'est traduit par un recouvrement d'impôt non récurrent de 557 000 \$. Autrement, notre taux d'impôt effectif aurait été plus près de notre taux d'imposition statutaire combiné fédéral et provincial canadien de 27 % pour l'exercice 2012.

Exercice 2011

Au cours de l'exercice 2011, nous avons enregistré une dépense d'impôts sur les bénéfices de 8,8 millions \$ sur un bénéfice avant impôts sur les bénéfices de 18,0 millions \$. Cette situation provenait principalement du fait qu'une portion importante de notre perte de change était créée par la conversion des états financiers de nos filiales étrangères et que, par conséquent, cette portion de la perte n'était pas déductible. De plus, nous n'avons pas reconnu d'actifs d'impôt différé pour certaines de nos filiales à perte, et certaines de nos dépenses n'étaient pas déductibles aux fins de l'impôt sur les bénéfices, notamment nos charges de rémunération à base d'actions. Cependant, la variation de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle en espèces, qui s'est traduite par un gain de 2,7 millions \$, n'était pas imposable. Autrement, le taux d'imposition réel aurait été plus près du taux d'imposition statutaire de 29 % pour l'exercice 2011.

Se référer à la note 21 afférente à nos états financiers consolidés pour un rapprochement complet de la provision pour les impôts sur les bénéfices.

RÉSULTATS PROVENANT DES ACTIVITÉS ABANDONNÉES (antérieurement la Division sciences de la vie et industrielle)

Le 1^{er} octobre 2010, nous avons complété la vente de notre Division sciences de la vie et industrielle, une division qui a contribué à nos résultats pendant un mois au cours de l'exercice 2011. Les résultats d'exploitation de cette division pour le premier trimestre de l'exercice 2011 ont été inclus dans le bénéfice net provenant des activités abandonnées, de même que le gain sur la vente de cette division.

VENTES

Au cours de l'exercice 2011, les ventes provenant des activités abandonnées (contribution d'un mois) se sont élevées à 2,0 millions \$.

BÉNÉFICE NET

Au cours de l'exercice 2011, nous avons enregistré un bénéfice net provenant des activités abandonnées de 12,9 millions \$. Le bénéfice net provenant des activités abandonnées au cours de cette exercice inclut un gain de 13,2 millions \$ sur la vente d'activités abandonnées ainsi que des charges de rémunération à base d'actions de 264 000 \$.

LIQUIDITÉS ET FINANCEMENT

Besoins de liquidités et financement

Au 31 août 2013, nos espèces et nos placements temporaires s'élevaient à 50,3 millions \$, alors que notre fonds de roulement était de 110,5 millions \$. Nos espèces et nos placements temporaires ont diminué de 16,9 millions \$ au cours de l'exercice 2013 comparativement à 2012. Premièrement, au cours de l'exercice 2013, nous avons effectué des paiements en espèces de 8,0 millions \$ pour l'achat d'immobilisations, de 3,1 millions \$ pour le rachat d'actions dans le cadre de notre programme de rachat d'actions, et de 589 000 \$ pour le remboursement de notre dette à long terme. De plus, nos activités d'exploitation ont utilisé des flux de trésorerie de 2,0 millions \$. Enfin, nous avons enregistré une perte de change non réalisée de 3,2 millions \$ sur nos espèces et nos placements temporaires. Cette perte de change non réalisée provient de la conversion en dollars US de nos espèces et de nos placements temporaires libellés en dollars canadiens, et elle a été comptabilisée dans le cumul des autres éléments du résultat global au bilan.

Nos placements temporaires sont constitués d'un papier commercial émis par une société de premier ordre; par conséquent, nous considérons que le risque de non-exécution de cet instrument financier est limité. Ce titre de créances ne devrait nous soumettre à aucun risque de liquidité important. Aux fins de la gestion de notre trésorerie, nous avons mis en place une politique de gestion de la trésorerie que nous suivons et évaluons sur une base régulière. Nos espèces et nos placements temporaires seront affectés à notre fonds de roulement et à nos besoins généraux, à toute acquisition éventuelle, de même qu'à notre programme de rachat d'actions. Au 31 août 2013, nos espèces incluaient un montant de 30,4 millions \$ qui porte intérêt à un taux de 1,5 %.

Nous croyons que notre solde d'encaisse et nos placements temporaires suffiront à satisfaire à nos besoins prévus en matière de liquidités et de capitaux dans un avenir prévisible, incluant l'impact de notre programme de rachat d'actions dans le cours normal des activités. En plus de ces actifs, nous disposons de marges de crédit inutilisées de 15,6 millions \$ pour notre fonds de roulement et nos besoins généraux, ainsi que de marges de crédit de 21,9 millions \$ pour couvrir notre exposition aux risques de change relativement à nos contrats de change à terme. Toutefois, de possibles pertes d'exploitation, des frais de restructuration additionnels et/ou de possibles acquisitions d'entreprises, de produits ou de technologies complémentaires peuvent requérir du financement additionnel. Rien ne garantit que du financement additionnel par l'émission d'actions ou de dettes sera disponible lorsqu'il sera requis ou, s'il est disponible, qu'il pourra être garanti en des termes satisfaisants.

Au 31 août 2013, nos engagements relatifs à des contrats de location-exploitation s'élevaient à 3,8 millions \$ en 2014, 3,0 millions \$ en 2015, 1,7 million \$ en 2016, 0,6 million \$ en 2017 et 0,7 million \$ en 2018 et par la suite, pour des engagements totaux de 9,8 millions \$.

Sources et utilisation des liquidités

Nous finançons nos activités d'exploitation et comblons nos besoins en matière de dépenses en capital principalement par les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, l'utilisation d'espèces et de placements temporaires et l'émission d'actions à droit de vote subalterne.

Activités d'exploitation (incluant les activités abandonnées)

Les flux de trésorerie utilisés par les activités d'exploitation se sont élevés à 2,0 millions \$ au cours de l'exercice 2013, comparativement aux flux de trésorerie générés de 25,3 millions \$ en 2012 et de 23,3 millions \$ en 2011.

Comparaison entre l'exercice 2013 et l'exercice 2012

Les flux de trésorerie utilisés par les activités d'exploitation au cours de l'exercice 2013 sont attribuables au bénéfice net après les éléments sans incidence sur les espèces de 16,4 millions \$, lequel a été plus que compensé par l'effet négatif de la variation nette de 18,4 millions \$ de nos éléments d'exploitation hors caisse. L'effet négatif de la variation nette de nos éléments d'exploitation hors caisse est principalement attribuable à la hausse de nos comptes débiteurs, qui a entraîné des flux de trésorerie négatifs de 14,8 millions \$ en raison du calendrier des ventes au cours de l'exercice, à la hausse de nos impôts sur les bénéfices et crédits d'impôt à recouvrer, qui a entraîné des flux de trésorerie négatifs de 4,2 millions \$ en raison de crédits d'impôt recouvrables gagnés au cours de l'exercice mais non encore recouverts, ainsi qu'à la baisse de nos comptes créditeurs, charges courues, provisions et autres passifs, qui a entraîné des flux de trésorerie négatifs de 2,6 millions \$ en raison du calendrier des achats et des paiements durant l'exercice. Ces effets négatifs ont été compensés en partie par la baisse de nos stocks, qui a entraîné des flux de trésorerie positifs de 2,9 millions \$ en raison de la baisse des ventes d'un exercice à l'autre et de l'amélioration du taux de rotation des stocks durant l'exercice.

Comparaison entre l'exercice 2012 et l'exercice 2011

Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation au cours de l'exercice 2012 sont attribuables au bénéfice net après les éléments sans incidence sur les espèces de 12,0 millions \$, et à l'effet positif de la variation nette de 13,3 millions \$ de nos éléments d'exploitation hors caisse. L'effet positif de la variation nette de nos éléments d'exploitation hors caisse est principalement attribuable à la baisse de nos comptes débiteurs, qui a entraîné des flux de trésorerie positifs de 8,0 millions \$, liés à la baisse des ventes d'un exercice à l'autre et au calendrier des ventes durant l'exercice, à la baisse de nos stocks, qui a entraîné des flux de trésorerie positifs de 10,9 millions \$, en raison de la baisse des ventes d'un exercice à l'autre et de l'amélioration du taux de rotation des stocks, ainsi qu'à la hausse de nos comptes créditeurs, charges courues, provisions et autres passifs, qui a entraîné des flux de trésorerie positifs de 538 000 \$, en raison du calendrier des achats et des paiements durant l'exercice. Ces effets positifs ont été compensés en partie par la hausse de nos impôts sur les bénéfices et crédits d'impôt à recouvrer, qui a entraîné des flux de trésorerie négatifs de 5,6 millions \$, en raison de la hausse de nos crédits d'impôt recouvrables gagnés au cours de l'exercice mais non encore recouverts, et par la hausse de nos charges payées d'avance, qui a entraîné des flux de trésorerie négatifs de 589 000 \$ en raison du calendrier des paiements durant l'exercice.

Activités d'investissement (incluant les activités abandonnées)

Les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement se sont élevés à 5,0 millions \$ au cours de l'exercice 2013, comparativement aux flux de trésorerie générés de 13,1 millions \$ en 2012, et aux flux de trésorerie utilisés de 25,3 millions \$ en 2011.

Exercice 2013

Au cours de l'exercice 2013, nous avons effectué des paiements en espèces de 8,0 millions \$ pour l'achat d'immobilisations mais nous avons vendu (net des acquisitions) pour 3,0 millions \$ de placements temporaires.

Exercice 2012

Au cours de l'exercice 2012, nous avons vendu (net des acquisitions) pour 36,9 millions \$ de placements temporaires, mais nous avons effectué des paiements en espèces totalisant 23,8 millions \$ pour l'achat d'immobilisations, principalement pour notre édifice à Montréal, au Canada.

Exercice 2011

Au cours de l'exercice 2011, nous avons acquis (net des ventes) pour 34,7 millions \$ de placements temporaires et nous avons effectué des paiements en espèces de 12,2 millions \$ et de 1,0 million \$ pour l'achat d'immobilisations et l'acquisition de NetHawk, respectivement. Cependant, nous avons reçu 22,1 millions \$ à la suite de la vente d'activités abandonnées et 568 000 \$ à la suite de la vente d'immobilisations non essentielles.

Activités de financement (incluant les activités abandonnées)

Les flux de trésorerie utilisés par les activités de financement se sont élevés à 3,6 millions \$ au cours de l'exercice 2013, comparativement à 3,3 millions \$ en 2012 et aux flux de trésorerie générés de 1,6 million \$ en 2011.

Exercice 2013

Au cours de l'exercice 2013, nous avons racheté du capital social pour un montant de 3,1 millions \$ et nous avons remboursé notre dette à long terme pour un montant de 589 000 \$. Cependant, nous avons reçu 87 000 \$ à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions.

Exercice 2012

Au cours de l'exercice 2012, nous avons remboursé notre emprunt bancaire de 782 000 \$, nous avons remboursé notre dette à long terme pour un montant de 577 000 \$ et nous avons racheté du capital social pour 2,2 millions \$. Cependant, nous avons reçu 310 000 \$ à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions.

Exercice 2011

Au cours de l'exercice 2011, notre emprunt bancaire a augmenté de 772 000 \$ et nous avons reçu 1,5 million \$ à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions. Nous avons cependant remboursé notre dette à long terme pour un montant de 619 000 \$.

CONTRATS DE CHANGE À TERME

Nous avons recours à des contrats de change à terme afin de gérer notre exposition au risque de change. Nous avons pour politique de ne pas utiliser ces instruments financiers dérivés à des fins commerciales ou spéculatives.

Nos contrats de change à terme, qui sont utilisés pour couvrir des ventes prévues libellées en dollars US, sont admissibles à la comptabilité de couverture, et les gains et pertes de change réalisés sur ces contrats sont constatés à titre d'ajustement des ventes lorsque les ventes couvertes sont comptabilisées.

Au 31 août 2013, nous détenions des contrats de change à terme nous permettant de vendre des dollars US à divers taux de change à terme, lesquels se résument comme suit :

Date d'expiration	Montants contractuels	Taux contractuels moyens pondérés
Septembre 2013 à août 2014	22 200 000 \$	1,0280
Septembre 2014 à août 2015	15 000 000	1,0529
Septembre 2015 à août 2016	5 000 000	1,0716
Total	42 200 000 \$	1,0420

La valeur comptable des contrats de change à terme est égale à leur juste valeur, laquelle est basée sur le montant auquel ils pourraient être réglés selon les taux estimatifs du marché. La juste valeur des contrats de change à terme représentait des gains nets respectifs de 2,3 millions \$ et 932 000 \$ aux 31 août 2011 et 2012 et des pertes nettes de 808 000 \$ au 31 août 2013. Le taux de clôture était de 1,0530 \$CA = 1,00 \$US au 31 août 2013.

CAPITAL SOCIAL

Capital social

Le 1^{er} novembre 2013, EXFO avait 31 643 000 actions à droit de vote multiple en circulation, comportant 10 votes chacune, ainsi que 28 727 373 actions à droit de vote subalterne en circulation. Le nombre autorisé d'actions à droit de vote multiple et d'actions à droit de vote subalterne est illimité et ces actions n'ont pas de valeur nominale.

ENTENTES HORS BILAN

Au 31 août 2013, nous avons des ententes hors bilan qui consistaient en des lettres de garantie totalisant 667 000 \$ aux fins de nos activités de vente et d'achat; ces lettres de garantie expirent à différentes dates jusqu'en 2017, et ont été réservées à même nos marges de crédit.

ENTITÉS AD HOC

Au 31 août 2013, nous n'avions aucune participation à des entités ad hoc.

CONVENTIONS COMPTABLES ET ESTIMATIONS IMPORTANTES

La préparation d'états financiers conformément aux IFRS exige que nous portions des jugements, posions des hypothèses et fassions des estimations qui ont une incidence sur les montants d'actif et de passif portés aux états financiers. Ces mêmes jugements, estimations et hypothèses ont aussi une incidence sur la présentation des éventualités en date des états financiers, de même que sur les montants de produits et de charges des exercices présentés. Sur une base régulière, nous réévaluons ces estimations et hypothèses, incluant celles qui sont liées à la juste valeur des instruments financiers, à la provision pour créances irrécouvrables, au montant des crédits d'impôt à recouvrer, aux provisions pour stocks excédentaires et désuets, à la vie utile estimative des immobilisations, à l'évaluation des actifs à long terme, à la dépréciation d'écarts d'acquisition, au montant recouvrable des actifs d'impôt différé, au montant de certaines charges à payer et de revenus reportés, ainsi qu'aux charges de rémunération à base d'actions. Nous fondons nos estimations et hypothèses sur l'expérience passée et sur divers facteurs que nous croyons raisonnables dans les circonstances, et qui sont à l'origine de notre jugement sur la valeur comptable des actifs et des passifs, laquelle n'est pas apparente de quelque autre façon. Il est possible que les résultats réels diffèrent de ces estimations.

Principaux jugements

(a) Détermination de la monnaie fonctionnelle

Nous avons des activités dans plusieurs pays et générons des revenus et incurrons des dépenses dans plusieurs devises dont le dollar canadien, le dollar US, l'euro, la livre sterling, la roupie indienne et le CNY (devise chinoise). La détermination de la monnaie fonctionnelle d'EXFO et de ses filiales peut exiger de porter des jugements importants. Lors de la détermination de la monnaie fonctionnelle d'EXFO et de ses filiales, nous considérons les indicateurs primaires, secondaires et tertiaires. Lorsqu'il existe plusieurs indicateurs s'opposant et que la détermination de la monnaie fonctionnelle n'est pas évidente, nous utilisons notre jugement afin de déterminer la monnaie fonctionnelle.

Au cours des exercices terminés les 31 août 2011 et 2012, nous avons un établissement à l'étranger (NetHawk) dont la monnaie fonctionnelle était l'euro. Au cours de l'exercice terminé le 31 août 2013, à la suite de changements dans la structure organisationnelle qui ont affecté cette filiale, et de la centralisation de certaines de ses activités dans celles de notre société mère, ainsi qu'en fonction d'une analyse d'indicateurs pertinents, nous avons déterminé que la monnaie fonctionnelle de cette filiale est maintenant le dollar canadien. En vertu de la norme IAS21, « Effets des variations des cours des monnaies étrangères », ce changement a été comptabilisé prospectivement depuis la date du changement.

(b) Détermination des unités génératrices de trésorerie et attribution des écarts d'acquisition

Aux fins du test de dépréciation, les écarts d'acquisition doivent être attribués à une unité ou à un groupe d'unités génératrices de trésorerie (UGT) qui bénéficieront des synergies liées au regroupement d'entreprise. L'attribution initiale et de possibles réattributions des écarts d'acquisition à une UGT ou à un groupe d'UGT requièrent du jugement.

Au cours de l'exercice terminé le 31 août 2013, à la suite de changements dans la structure organisationnelle qui ont affecté l'UGT NetHawk et de la centralisation de certaines de ses activités dans celles de notre société mère, nous avons porté des jugements lors de la réattribution de l'écart d'acquisition relatif à l'UGT NetHawk aux activités de notre société mère pour l'exercice terminé le 31 août 2013. La réattribution de l'écart d'acquisition n'a pas été un indicateur de dépréciation.

Principales estimations et hypothèses

(a) Stocks

Nous évaluons nos stocks au moindre du coût, déterminé selon la méthode du coût moyen, et de la valeur de réalisation nette, et nous établissons des provisions pour les stocks excédentaires et désuets. Nous établissons ces provisions selon les quantités en inventaire à la date du bilan et en fonction des besoins prévus pour supporter les ventes futures de nos produits. Ses besoins prévus sont estimés sur une période de 12 mois en tenant compte des changements quant à la demande, à la technologie et au marché. Il est possible que des provisions supplémentaires de stocks soient requises si les ventes sont inférieures aux prévisions ou en cas de modifications significatives dans la répartition de nos produits vendus par rapport à nos prévisions, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur nos résultats futurs.

(b) Impôts sur les bénéfices

Nous sommes soumis aux lois et aux règles fiscales dans plusieurs juridictions différentes. En vertu de ces lois et règles, des incertitudes existent quant à l'interprétation de règles fiscales complexes et quant au montant et au moment de la réalisation de revenu imposable futur. Nous maintenons des provisions pour les positions fiscales incertaines qui à notre avis reflètent adéquatement notre risque en fonction de notre interprétation des lois et des règles. De plus, nous avons fait des estimations et posé des hypothèses raisonnables afin de déterminer le montant d'actif d'impôt différé qui peut être reconnu dans les états financiers consolidés, selon le moment et le niveau prévu probables de revenu imposable futur, en tenant compte, le cas échéant,

de stratégies fiscales. La matérialisation ultime de nos actifs d'impôt différé dépend de la réalisation de revenu imposable futur suffisant au cours des périodes où ces actifs se réaliseront.

Au 31 août 2013, nous avons des actifs d'impôt différé au bilan s'élevant à 10,8 millions \$ principalement aux États-Unis. Afin de recouvrer ces actifs d'impôt différé, nous devons générer environ 27 millions \$ en bénéfice avant impôts aux États-Unis. Afin de générer 27 millions \$ en bénéfice avant impôts aux États-Unis sur la période estimative de recouvrement de sept ans, nous devons générer un taux de croissance annuel composé (TCAC) du bénéfice avant impôts de 9 %, ce que nous estimons probable.

(c) Crédits d'impôt à recouvrer

Les crédits d'impôt sont comptabilisés lorsque nous avons l'assurance raisonnable que nous nous sommes conformés et que nous continuerons de nous conformer à toutes les exigences liées aux crédits d'impôt et que ces derniers seront encaissés. Le recouvrement ultime de nos crédits d'impôt à long terme non remboursables dépend de la réalisation de revenu imposable futur suffisant au cours des périodes de report des crédits d'impôt. Nous avons posé des hypothèses et fait des estimations raisonnables afin de déterminer le montant de crédits d'impôt à long terme non remboursables pouvant être comptabilisés aux états financiers consolidés, en fonction du calendrier et du niveau probable de revenu imposable futur et des stratégies de planification fiscale.

Au 31 août 2013, nos crédits d'impôt à la recherche et au développement non remboursables comptabilisés au bilan totalisaient 42,4 millions \$. Afin de recouvrer ces crédits d'impôt à la recherche et au développement non remboursables, nous devons générer environ 275 millions \$ (290 millions \$CA) en bénéfice avant impôts au niveau fédéral canadien et environ 11 millions \$ au niveau provincial canadien. Afin de générer 275 millions \$ en bénéfice avant impôts au niveau fédéral canadien sur la période estimative de recouvrement de 16 ans, nous devons générer un TCAC du bénéfice avant impôts de 5 %, ce que nous estimons probable. Nos crédits d'impôt à la recherche et au développement non remboursables peuvent être reportés sur une période de 20 ans.

d) Dépréciation d'actifs non financiers

Une baisse de valeur existe lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'un groupe d'actifs (unité génératrice de trésorerie (UGT)) excède sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable représente le montant le plus élevé de la juste valeur diminuée des coûts de la vente et de la valeur d'utilité. L'évaluation de la juste valeur diminuée des coûts de la vente est basée sur les données disponibles pour des transactions fermes sans lien de dépendance, les données disponibles sur des prix de marchés actifs observables, moins les coûts de vente marginaux, la valeur à la cote des actions de la société, ou sur les données de transactions récentes d'actifs similaires dans le même secteur d'activité, lorsqu'elles sont disponibles. Lorsque ces données ne sont pas disponibles, ou pour appuyer ces données, nous utilisons des flux de trésorerie actualisés. La préparation de flux de trésorerie actualisés requiert l'utilisation d'estimations et l'établissement d'hypothèses, incluant nos prévisions des taux de croissance futurs, des frais d'exploitation et des marges bénéficiaires, ainsi que des taux d'actualisation pour chacune des UGT.

i) Taux de croissance

Les hypothèses utilisées sont basées sur les taux de croissance historiques, les budgets internes, les prévisions de croissance futures des ventes, ainsi que les tendances de l'industrie et du marché. Nous projetons les ventes, le bénéfice d'exploitation et les flux de trésorerie pour des périodes de cinq ans, et nous appliquons par la suite un taux de croissance perpétuel à long terme.

ii) Taux d'actualisation

Nous utilisons un taux d'actualisation pour calculer la valeur actualisée des flux de trésorerie estimatifs futurs; ce taux représente notre coût moyen pondéré du capital, majoré d'une prime de risque afin de prendre en considération les risques spécifiques de l'UGT, le cas échéant.

Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2013, nous avons effectué notre test de dépréciation annuel des écarts d'acquisition de nos deux UGT, EXFO (anciennement NetHawk) et Brix.

NetHawk, qui a été acquise en 2010, a été identifiée comme une entité génératrice de trésorerie (UGT) distincte et l'écart d'acquisition afférent, reconnu lors de l'acquisition, a été attribué à cette UGT. Au cours de l'exercice 2013, des changements de la structure organisationnelle des activités de NetHawk et la centralisation de certaines de ses activités dans celles de notre société mère ont affecté nos UGT de la société; par conséquent, l'écart d'acquisition relatif à NetHawk a été réattribué à l'UGT de notre société mère (UGT EXFO), qui représente le niveau le plus bas auquel nous examinons cet écart d'acquisition.

Au cours de l'exercice 2013, nous avons utilisé une approche de marché (multiples de ventes), basée sur des transactions comparables récentes dans notre secteur d'activité, appuyée par une analyse de notre valeur d'entreprise, dérivée de notre capitalisation boursière, afin de déterminer la valeur recouvrable de l'UGT EXFO. Pour l'exercice terminé le 31 août 2012, nous avons utilisé une combinaison d'une approche de marché (multiples de ventes), basée sur des transactions comparables récentes dans notre secteur d'activité, et de flux de trésorerie actualisés, afin de déterminer la valeur recouvrable de l'UGT NetHawk.

Pour l'ensemble des exercices présentés, nous avons utilisé une combinaison d'une approche de marché (multiples de ventes), basée sur des transactions comparables récentes dans notre secteur d'activité, et de flux de trésorerie, afin de déterminer la valeur recouvrable de l'UGT Brix.

Les multiples de ventes de transactions comparables récentes pour les deux UGT se situaient entre 1,2 et 4 fois les ventes. Ces transactions sont survenues au cours des années civiles 2012 et 2013.

Les flux de trésorerie actualisés de l'UGT Brix ont été basés sur des projections de cinq ans. Pour les fins de l'estimation des flux de trésorerie actualisés, nous avons utilisé un TCAC de 23 % sur cinq ans ainsi qu'un taux de croissance perpétuel de 2 % par la suite. Nous avons utilisé un taux d'actualisation de 18 %.

Au 31 août 2013, la valeur recouvrable des deux UGT était supérieure à leur valeur comptable nette.

Au 31 août 2013, les écarts d'acquisition se répartissaient comme suit entre les deux UGT :

UGT EXFO	10 791 000	\$
UGT Brix	16 522 000	
Total	<u>27 313 000</u>	<u>\$</u>

NOUVELLES NORMES IFRS ET AMENDEMENTS

Adoptés au cours de l'exercice 2013

Présentation des états financiers

Le Bureau international des normes comptables (IASB) a amendé la norme IAS 1, « Présentation des états financiers ». Les amendements à la norme IAS 1 exigent des entités qu'elles présentent les autres éléments du résultat global en deux catégories distinctes selon qu'ils puissent ou non être reclassés à l'état des résultats par la suite. Les postes ne pouvant être reclassés seront présentés séparément de ceux qui peuvent être reclassés ultérieurement, comme les gains et pertes non réalisés sur les couvertures de flux de trésorerie. Les amendements sont applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2012. Nous avons adopté ces amendements le 1^{er} septembre 2012 et nous avons présenté les autres éléments du résultat global selon les nouvelles exigences.

Émis et à adopter après l'exercice 2013

Instruments financiers

La norme IFRS 7, « Instruments financiers : Informations à fournir », a été amendée afin d'y inclure de nouvelles exigences en matière de compensation d'actifs et de passifs financiers. Ces amendements s'appliquent rétroactivement aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. Nous adopterons ces amendements le 1^{er} septembre 2013 et prévoyons que leur adoption n'aura pas de répercussions significatives sur nos états financiers consolidés.

La norme IFRS 9, « Instruments financiers », a été émise en novembre 2009 et traite du classement et de l'évaluation des actifs financiers. Elle remplacera les multiples modèles de classement et d'évaluation de la norme IAS 39, « Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation » pour les instruments de dette, par un nouveau modèle d'évaluation mixte ne comportant que deux catégories : le coût amorti et la juste valeur par le biais du résultat net. La norme IFRS 9 remplace également les modèles d'évaluation des instruments de capitaux propres. De tels instruments sont soit comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net, soit à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Lorsque les instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, les dividendes sont comptabilisés au résultat net dans la mesure où ils ne représentent pas un rendement sur l'investissement. Cependant, les autres gains ou pertes associés à ces instruments, incluant les baisses de valeur, demeurent indéfiniment dans les autres éléments du résultat global. Des exigences concernant les passifs financiers ont été ajoutées à la norme IFRS 9 en octobre 2010 et reprennent en grande partie les exigences de la norme IAS 39, à l'exception des variations de juste valeur dues au risque de crédit pour les passifs comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net, qui sont généralement comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Cette norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015. Nous n'avons pas encore évalué les répercussions de cette nouvelle norme sur nos états financiers consolidés.

L'IASB a publié les normes suivantes : IFRS 10, « États financiers consolidés », IFRS 11, « Partenariats », IFRS 12, « Informations à fournir sur les participations dans les autres entités » et IFRS 13, « Évaluation de la juste valeur ». Chacune de ces nouvelles normes s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013, bien que leur adoption anticipée soit permise. Nous adopterons ces nouvelles normes le 1^{er} septembre 2013 et prévoyons que leur adoption n'aura pas de répercussions significatives sur nos états financiers consolidés.

Voici un bref résumé de ces nouvelles normes :

Consolidation

La norme IFRS 10, « États financiers consolidés », exige d'une entité qu'elle consolide une autre entité lorsqu'elle est exposée ou a droit à des rendements variables découlant de sa participation à l'entité contrôlée, et qu'elle a le pouvoir d'influencer ces rendements au moyen de son pouvoir sur l'entité contrôlée. En vertu des IFRS existantes, la consolidation est exigée lorsqu'une société a le pouvoir de décider les politiques financières et opérationnelles d'une entité de façon à tirer profit de ses activités. La norme IFRS 10 remplace la norme du *Standing Interpretations Committee* (« SIC ») 12, « Consolidation — Entités ad hoc », et certaines sections de la norme IAS 27, « États financiers consolidés et individuels ».

Partenariats

La norme IFRS 11, « Partenariats », exige d'un coentrepreneur de classer sa participation à un accord de coentreprise comme une coentreprise ou une activité commune. Les coentreprises seront comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence alors que pour une activité commune, le coentrepreneur reconnaîtra sa quote-part des actifs, des passifs, des produits et des charges de l'activité commune. Selon les normes IFRS en vigueur, les entités ont le choix entre la consolidation proportionnelle et la méthode de la mise en équivalence pour la comptabilisation des participations à des coentreprises. La norme IFRS 11 remplacera la norme IAS 31, « Participations dans des coentreprises », ainsi que la norme SIC 13, « Entités contrôlées conjointement — Apports non monétaires par des coentrepreneurs ».

Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités

La norme IFRS 12, « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités », établit les exigences de divulgation des participations à d'autres entités, telles que les filiales, les partenariats, les entreprises associées et les entités structurées. La norme reprend certaines obligations de divulgation existantes et introduit d'importantes exigences de divulgations supplémentaires concernant la nature et les risques associés à des participations d'une entité à d'autres entités.

Évaluation à la juste valeur

La norme IFRS 13, « Évaluation de la juste valeur », est une norme détaillée portant sur l'évaluation de la juste valeur et les informations à fournir à cet effet, applicables à l'ensemble des normes IFRS. La nouvelle norme précise que la juste valeur est le prix qui serait reçu de la vente d'un actif, ou payé pour transférer un passif dans le cadre d'une transaction ordonnée entre participants du marché, à la date d'évaluation. Elle établit également les informations à fournir sur l'évaluation de la juste valeur. En vertu des IFRS existantes, les directives portant sur l'évaluation de la juste valeur et les informations à fournir à cet effet sont dispersées parmi les normes spécifiques qui exigent des évaluations de juste valeur; dans plusieurs cas, elles ne reflètent pas une base d'évaluation claire ni une divulgation uniforme.

RISQUES ET INCERTITUDES

Au cours des derniers exercices, nous avons géré nos activités dans un environnement difficile, consacré d'importants efforts à la recherche et au développement de produits nouveaux et innovateurs destinés aux marchés à fort potentiel de croissance de notre secteur, continué le développement de nos marchés national et international, et conclu des acquisitions stratégiques. Toutefois, nous évoluons dans un domaine très concurrentiel et complexe qui est en constant changement, comportant des facteurs de risques et d'incertitudes variés dont nous devons tenir compte adéquatement dans nos politiques de gestion stratégique.

De plus, notre entreprise est sensible aux conditions économiques générales en Amérique du Nord et à travers le monde, et plus particulièrement aux conditions du marché dans l'industrie des télécommunications. Par le passé, nos résultats d'exploitation ont été touchés par la réduction des investissements dans le secteur des télécommunications en Amérique du Nord, en Europe et en Asie et par des conditions économiques générales défavorables. Notamment, les ventes effectuées auprès des fournisseurs de services réseau en Amérique du Nord ont été sérieusement touchées par le ralentissement dans l'industrie des télécommunications de 2001 et par la récession mondiale de 2009. Des conditions de marché difficiles ont refait surface en 2012 et ont continué en 2013, alors que les opérateurs de réseaux ont resserré leurs dépenses en capital en réponse au contexte économique mondial incertain, à la poursuite de la crise de la dette en Europe, ainsi qu'à la complexité du déploiement des réseaux à convergence IP. L'éventualité d'une autre récession ou d'un ralentissement dans les régions ou marchés critiques pourrait avoir un effet négatif sur notre entreprise, nos résultats d'exploitation et notre situation financière.

Également, nous sommes exposés aux risques de change liés à l'exportation de nos produits fabriqués au Canada, en Chine et en Finlande; la majeure partie de ces ventes est libellée en dollars US et en euros. Ces risques sont en partie atténués par des frais d'exploitation libellés en dollars US et en euros, par l'achat de matières premières en dollars US ainsi que par des contrats de change à terme. Toute baisse de la valeur du dollar US par rapport au dollar canadien et à l'euro au cours des mois à venir aura un effet négatif sur nos résultats d'exploitation.

Aussi, les principaux risques et incertitudes liés à l'industrie des tests et de l'assurance de services de télécommunications se traduisent notamment par le développement rapide de nouveaux produits ayant de courts cycles de vie et exigeant le déploiement d'efforts importants en recherche et en développement, par les difficultés de prédire la taille et les tendances du marché, par la capacité d'adapter rapidement notre structure de coûts aux conditions changeantes du marché de façon à être rentables et par les difficultés de retenir du personnel hautement qualifié.

Par ailleurs, compte tenu de nos objectifs stratégiques de croissance et de positionnement concurrentiel dans notre industrie, nous développons le marché international, notamment par l'exploitation de nos activités manufacturières en Chine et de développement de logiciels en Inde et par l'exploitation d'autres filiales dans plusieurs pays, ce qui nous expose à certains risques et incertitudes liés aux changements des lois et des règlements, aux standards technologiques multiples, aux règlements de protection, à la pression sur les prix, les différences culturelles et la gestion d'activités dans divers pays.

L'environnement économique de notre industrie pourrait également engendrer certaines difficultés chez nos clients et ainsi avoir une influence défavorable sur nos résultats, notamment sur les ventes futures et le recouvrement des comptes débiteurs. Toutefois, la diversité sectorielle et géographique de notre clientèle nous offre une protection raisonnable à cet égard. Enfin, les autres instruments financiers qui pourraient nous assujettir à des risques de crédit se composent principalement d'espèces, de placements temporaires et de contrats de change à terme. Nos placements temporaires représentent un titre de créances émis par une société de premier ordre. Les espèces et les contrats de change à terme sont détenus ou émis par des institutions financières de premier ordre. Par conséquent, nous estimons que le risque de non-exécution relativement à ces instruments est minime.

La conclusion d'acquisitions stratégiques et essentielles à notre croissance à long terme, comme celles qui ont été effectuées dans le passé et celles qui sont possibles dans le futur, nous expose également à des risques et incertitudes liés à l'intégration rapide et efficace des entreprises acquises, de leurs produits, de leurs technologies et de leur personnel. Enfin, l'intégration d'acquisitions futures requerra la participation des membres de la haute direction, ce qui pourrait détourner leur attention de leurs activités quotidiennes de gestion de l'entreprise et des opérations.

Nous dépendons d'un nombre limité de fournisseurs pour certaines pièces servant à fabriquer nos produits et à l'égard desquelles des fournisseurs de rechange ne sont pas nécessairement disponibles. De plus, toutes nos commandes sont passées individuellement, ce qui implique que nos fournisseurs peuvent éprouver des difficultés, subir les conséquences de catastrophes naturelles, avoir des retards ou cesser de nous approvisionner à tout moment. Le fait de dépendre d'un fournisseur unique ou d'un nombre limité de fournisseurs pourrait augmenter les coûts, nous causer des difficultés de livraison et diminuer le contrôle que nous exerçons sur le prix et la qualité des produits. Toute interruption ou tout délai dans l'approvisionnement de ces pièces pourrait sensiblement nuire à notre capacité de respecter le calendrier des livraisons de produits à nos clients et ainsi nous faire perdre des ventes.

En outre, le processus d'accréditation d'un nouveau fournisseur de pièces complexes, conçues selon nos spécifications, comme nos pièces optiques, électroniques et mécaniques, est long et exigerait de notre personnel technique et de direction d'y consacrer beaucoup de temps. Si nous étions appelés à changer de fournisseur à brève échéance, notre entreprise en serait perturbée. De plus, nous pourrions ne pas réussir à trouver un nouveau fournisseur capable ou désireux de répondre à nos besoins à des conditions que nous jugerions acceptables.

Pour obtenir une meilleure compréhension des facteurs de risque pouvant nous toucher, se référer aux facteurs de risque décrits dans nos documents de divulgation publiés auprès des commissions des valeurs mobilières au www.EXFO.com, au www.sedar.com au Canada ou au www.sec.gov/edgar.shtml aux États-Unis.

MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Nous fournissons des mesures non conformes aux IFRS (soit le bénéfice brut* et le BAIIA ajusté**) à titre d'information supplémentaire au sujet de notre rendement opérationnel. Nous utilisons ces mesures afin d'évaluer notre rendement financier de façon historique et prospective, ainsi que de mesurer notre rendement par rapport à nos concurrents. Ces mesures nous aident également à planifier et à établir des prévisions quant aux périodes futures ainsi qu'à prendre des décisions opérationnelles et stratégiques. Nous croyons que le fait de fournir cette information aux investisseurs leur permet de voir la société à travers les yeux de la direction, et de mieux comprendre notre rendement passé et futur.

Cette information supplémentaire n'est pas établie en conformité avec les IFRS. Par conséquent, elle n'est pas nécessairement comparable à celle qui est présentée par d'autres sociétés et devrait être considérée comme un supplément d'information, et non un substitut, aux mesures correspondantes établies selon les IFRS.

* Le bénéfice brut représente les ventes moins le coût des ventes, excluant l'amortissement.

** Le BAIIA ajusté représente le bénéfice net (perte nette) avant intérêts, impôts sur les bénéfices, amortissement, frais de restructuration, variation de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle en espèces, charges de rémunération à base d'actions, gain ou perte de change et gain sur la vente d'activités abandonnées.

Le tableau ci-dessous présente un rapprochement du BAIIA ajusté et du bénéfice net (perte nette) selon les IFRS, en milliers de dollars US :

BAIIA ajusté (incluant les activités abandonnées)

	Exercices terminés les 31 août					
	2013		2012		2011	
Bénéfice net (perte nette) pour l'exercice selon les IFRS	1 341	\$	(3 593)	\$	22 120	\$
Ajouter (déduire):						
Amortissement des immobilisations corporelles	6 028		6 169		6 669	
Amortissement des actifs incorporels	6 643		7 819		9 187	
Intérêts et autres revenus	(113)		(131)		(511)	
Impôts sur les bénéfices	5 664		3 571		9 015	
Frais de restructuration	89		2 329		–	
Variation de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle en espèces	–		(311)		(2 685)	
Charges de rémunération à base d'actions	1 768		1 862		2 256	
(Gain) perte de change	(4 082)		657		(3 742)	
Gain sur la vente d'activités abandonnées	–		–		(13 212)	
BAIIA ajusté pour l'exercice	<u>17 338</u>	<u>\$</u>	<u>18 372</u>	<u>\$</u>	<u>36 581</u>	<u>\$</u>
BAIIA ajusté en pourcentage des ventes totales	<u>7,2</u>	<u>%</u>	<u>7,3</u>	<u>%</u>	<u>13,5</u>	<u>%</u>

Cependant, une pression accrue sur les prix tout au long de l'exercice 2013, comparativement à 2012, a eu, dans une certaine mesure, un impact négatif sur notre bénéfice brut d'un exercice à l'autre.

De plus, la baisse de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar US au cours des derniers mois a eu un impact négatif sur notre bénéfice brut au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2013 comparativement à la même période de l'exercice précédent. En effet, nos coûts d'approvisionnement ont augmenté au fur et à mesure de la baisse de la valeur du dollar canadien comparativement au dollar US, puisqu'une portion importante de nos achats est effectuée en dollars US et puisque nos achats de matières premières en dollars US sont mesurés en dollars canadiens dans nos états financiers.

Bénéfice net (perte nette)

Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2013, nous avons généré un bénéfice net de 3,8 millions \$, ou 0,06 \$ l'action diluée, comparativement à une perte nette de 3,7 millions \$, ou 0,06 \$ l'action, au cours de la même période de l'exercice précédent.

Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2013, la hausse de notre bénéfice net d'un exercice à l'autre est le résultat d'une hausse de notre bénéfice brut en dollars et d'une réduction de nos frais d'exploitation.

Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2013, nos frais d'exploitation ont diminué d'un exercice à l'autre, notamment nos salaires et bénéfices marginaux ainsi que nos frais de déplacement, en raison du contrôle serré de nos coûts et des effets de notre plan de restructuration mis sur pied au quatrième trimestre de 2012. Ce plan de restructuration a également engendré des frais de restructuration de 2,3 millions \$ lors du quatrième trimestre de l'exercice 2012.

De plus, lors du quatrième trimestre de l'exercice 2013, notre dépense d'amortissement des actifs incorporels a diminué d'un exercice à l'autre compte tenu que les technologies acquises liées à l'acquisition de Brix Networks Inc. sont devenues complètement amorties au cours de l'exercice 2013.

Enfin, au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2013, la hausse de la valeur moyenne du dollar US par rapport au dollar canadien et à la roupie indienne, comparativement à la même période de l'exercice précédent, s'est traduite par une baisse de nos frais d'exploitation d'un exercice à l'autre, puisqu'une portion de nos frais d'exploitation est libellée dans ces devises et que nous rapportons nos résultats en dollars US.

Cependant, au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2013, les commissions versées à nos différents canaux de ventes ont été plus élevées comparativement à la même période de l'exercice précédent, en raison d'un niveau de ventes supérieur et d'une composition différente des produits et des territoires d'un exercice à l'autre, ce qui a compensé en partie la hausse de notre bénéfice net d'un exercice à l'autre.

En plus des éléments mentionnés ci-dessus, au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2013, nous avons enregistré un gain de change de 1,3 million \$, comparativement à une perte de change de 1,9 million \$ au cours de la même période de l'exercice précédent, en raison des fluctuations des taux de change de fin de période. Enfin, au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2012, nous avons encouru une dépense d'impôts sur les bénéfices de 159 000 \$, bien que nous ayons subi une perte avant impôts sur les bénéfices, puisque nous n'avons pas reconnu d'actifs d'impôt différé pour certaines de nos filiales à perte et qu'une portion importante de notre perte de change a été créée lors de la conversion des états financiers de nos filiales étrangères et n'était par conséquent pas déductible. Au cours de la même période du présent exercice précédent, notre taux d'imposition réel était plus près de notre taux d'imposition statutaire de 27 %.